

BCA-205-R-79121

JO NO 52 DU 29 DECEMBRE 2005

**DECRET N° 2005-616/PRES/PM/MASSN/MFB du 15 décembre 2005 portant approbation des statuts de l'Institut national de formation en travail social (I.N.F.T.S).**

LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;  
VU le décret n° 2002-204 /PRES du 6 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;  
VU le décret n° 2005-464 /PRES/PM du 05 septembre 2005 portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;  
VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
VU la loi n° 010/98/AN du 5 mai 1998 portant normes de création et de gestion des structures de l'administration de l'Etat ;  
VU la loi n° 039/98/AN du 30 juillet 1998 portant réglementation des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ;  
VU la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;  
VU la loi n° 019/2005/AN du 18 mai 2005 portant modification de la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;  
VU le décret n° 2005- 255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
VU le décret n° 2005-226/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptes publics ;  
VU le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs des crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;  
VU le décret n° 99-051/PRES/PM/MEF du 05 mars 1999 et son additif n° 2000-353/PRES/PM/MEF du 27 juillet 2000 portant statut général des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ;  
VU le décret n° 2002-462/PRES/PM/MASSN du 28 octobre 2002 portant organisation du Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale ;  
VU le décret n° 2005-615 /PRES/PM/MASSN du 15 décembre 2005 portant création de l'Institut national de formation en travail social (I.N.F.T.S) ;  
Sur rapport du Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale ;  
LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 28 septembre 2005 ;

## D E C R E T E

ARTICLE 1 : Sont approuvés les statuts de l'Institut national de formation en travail social (I.N.F.T.S) dont le texte est joint en annexe.

ARTICLE 2 : Le présent décret abroge toutes disposition antérieures contraires notamment celles des décrets n° 2000-489/PRES/PM/MASF du 18 octobre 2000 portant approbation des statuts de l'Ecole nationale de service social (ENSS) et n° 2002-052/PRES/MASSN/MFPDI du 8 février 2002 portant approbation des statuts du centre de formation et de perfectionnement en travail social (CFPTS).

ARTICLE 3 : Le Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale, le Ministre des finances et

du budget et le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret .

Ouagadougou, le 15 décembre 2005

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre de l'action sociale  
et de la solidarité nationale

Mariam LAMIZANA

Le Ministre des finances et du budget

Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

Le Ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat

Lassané SAVADOGO

## STATUTS DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL (I.N.F.T.S.)

### TITRE I. – DISPOSITIONS GENERALES

#### CHAPITRE I. – DE L'OBJET

Article 1 : L'Institut National de Formation en Travail Social (INFTS) est un Etablissement Public de l'Etat à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Son organisation et son fonctionnement sont régis par les présents statuts et par les dispositions légales et réglementaires sur les établissements publics de l'Etat.

Article 2 : Le siège de l'Institut National de Formation en Travail Social (INFTS) est situé à Ouagadougou.

Article 3 : Les ressources de l'Institut National de Formation en Travail Social sont constituées :

- des subventions de l'Etat ;
- des recettes propres de l'Etablissement ;
- des dons et legs ;
- et des subventions accordées par d'autres partenaires financiers.

Article 4 : L'Institut National de Formation en Travail Social a pour vocation la formation initiale, continue, le perfectionnement et le recyclage des personnels dans le domaine du travail social ainsi que la recherche appliquée en travail social.

Il forme le personnel de base et les cadres supérieurs en travail social.

Article 5 : Les domaines de formation de l'Institut National de Formation en Travail Social se subdivisent comme suit :

- . le domaine de l'assistance sociale ;
  - . le domaine de l'éducation spécialisée ;
  - . le domaine de l'éducation de jeunes enfants.
- D'autres domaines de formation pourraient être ouverts en cas de besoin.

Article 6 : Les diplômes de l'Institut National de Formation en Travail Social ne donnent pas droit à l'accès automatique à la Fonction Publique, exception faite des candidats issus des concours directs de la Fonction Publique.

## CHAPITRE II. – DE LA TUTELLE

Article 7 : L'Institut National de Formation en Travail Social est placé sous la tutelle technique du Ministère chargé de l'Action Sociale et sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances.

Article 8 : Le Ministre de tutelle technique veille à ce que l'activité de l'Institut National de Formation en Travail Social s'inscrive dans le cadre des objectifs fixés par le Gouvernement en matière de formation des travailleurs sociaux.

Article 9 : Le Ministre de tutelle financière veille à ce que l'activité de l'Etablissement s'insère dans le cadre de la politique financière du Gouvernement.

Article 10 : Dans le cadre de l'exercice de la tutelle, le Président du Conseil d'Administration de l'INFTS est tenu d'adresser aux Ministres de tutelle :

- 1) dans les trois mois suivant le début de l'exercice :
  - les comptes prévisionnels de recettes et de dépenses ;
  - le programme de financement des investissements ;
  - les conditions d'émission des emprunts.
- 2) dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice ;
  - le compte de gestion ;
  - le compte administratif ;
  - un rapport annuel sur les problèmes rencontrés dans le fonctionnement de l'INFTS.

Article 11 : Outre les documents ci-dessus visés à l'article 10, le Président du Conseil d'Administration est tenu de transmettre à chaque Ministre de tutelle pour observation dans un délai maximum d'un mois après chaque réunion du Conseil d'Administration, une copie du procès-verbal des délibérations.

Les délibérations du Conseil d'Administration deviennent exécutoires, soit par un avis de non-opposition des Ministres de tutelle, soit par l'expiration du délai de vingt et un jours à partir de la date de dépôt desdites délibérations aux cabinets des Ministres.

En cas d'opposition, l'exécution de la délibération mise en cause est suspendue. Le Ministre ayant fait opposition dispose d'un mois à partir de la date d'opposition pour faire connaître sa décision finale. Passé ce délai, la délibération devient exécutoire.

## CHAPITRE III. DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'IN.F.T.S.

Article 12 : Les organes de gestion de l'Institut National de Formation en Travail Social sont :

- le Conseil d'administration ;
- le Conseil d'établissement ;
- la Direction Générale.

## SECTION I. – DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 13 : L'Institut National de Formation en Travail Social est administré par un Conseil d'Administration (CA) de neuf (09) membres composé ainsi qu'il suit :

- . deux (02) représentants du Ministère chargé de l'Action Sociale ;
- . un (01) représentant du Ministère chargé des Finances ;
- . un (01) représentant du Ministère chargé de la Fonction Publique ;
- . un (01) représentant du Ministère chargé de la Santé ;
- . un (01) représentant du Ministère chargé des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- . un (01) représentant du Ministère chargé de la Justice ;
- . un (01) représentant des travailleurs;
- . un (01) représentant des élèves de L'INFTS.

Article 14 : Les représentants de l'Etat sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition conjointe des Ministres de tutelle, pour un mandat de (3) ans renouvelable une fois.

Les membres représentant les travailleurs et les élèves sont désignés par leurs structures respectives selon leur procédure propre et nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

En cas de cessation de fonction d'un administrateur pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à courir.

Article 15 : Ne peuvent être administrateurs au titre de l'Etat, les Présidents d'Institution, les membres du Gouvernement, les Directeurs de Cabinet et les chefs de cabinet.

Article 16 : Nul administrateur représentant l'Etat ne peut être membre à la fois de plus de deux (2) conseils d'administration de société et d'un Etablissement Public. Aucun Administrateur ne peut totaliser plus de six (6) années consécutives dans le Conseil d'administration d'un même établissement.

Article 17 : Les Administrateurs ne peuvent pas déléguer leur mandat. Cependant, ils peuvent au moyen d'une délégation de pouvoir se faire représenter à une session du Conseil par un autre Administrateur régulièrement nommé.

La délégation de pouvoir n'est valable qu'à la session pour laquelle elle a été donnée. Aucun Administrateur ne peut représenter plus d'un Administrateur à la fois.

Article 18 : Assistent aux réunions du Conseil d'Administration de l'INFTS en qualité d'observateur, le contrôleur financier du l'INFTS et un représentant du service de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, chargé de la gestion et du suivi du portefeuille de l'Etat.

Sous section 1 : Des attributions du Conseil d'Administration



Article 19 : Le Conseil d'Administration assure la responsabilité de l'administration de l'Institut National de Formation en Travail Social. Il est obligatoirement saisi de toutes les questions pouvant influencer la marche générale de l'Institut.

Il délibère sur les principales questions touchant le fonctionnement et la gestion de l'Institut :

- . il examine et approuve le budget, les conditions d'émission des emprunts, les comptes administratif et de gestion ;
- . il prend ou donne à bail tous biens meubles et immeubles ;
- . il autorise le Directeur Général à contracter tous emprunts ;
- . il fait toutes délégations, tous transferts de créances ;
- . il consent toutes subrogations, avec ou sans garantie ;
- . il transfère ou aliène toutes rentes ou valeurs ;
- . il acquiert tous immeubles et droits immobiliers ;
- . il consent tous gages, nantissements, hypothèques ou autres garanties ;
- . il fixe les statuts des agents contractuels propres à l'établissement ;
- . il fixe, s'il y a lieu, les tarifs généraux de cession des biens et services produits par l'établissement.

#### Sous section 2 : Du fonctionnement du Conseil d'Administration

Article 20 : Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire pour arrêter les comptes de l'exercice clos et approuver le budget de l'exercice à venir.

Il peut se réunir en session extraordinaire, soit sur convocation de son Président, soit à la demande du tiers de ses membres chaque fois que l'intérêt de l'établissement l'exige.

Dans toutes ses réunions, le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Le lieu, la date, l'heure, ainsi que l'ordre du jour des séances sont portés à la connaissance des membres du Conseil d'Administration au moins quinze (15) jours à l'avance.

Il est tenu une feuille de présence émargée par les Administrateurs présents ou leurs représentants dûment mandatés.

Article 21 : Les délibérations du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Article 22 : Responsable de la marche générale de l'établissement, le Conseil d'Administration peut proposer au Conseil des Ministres, par l'entremise du Ministre de tutelle technique, la révocation du Directeur Général si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute lourde de gestion.

Article 23 : Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président et le Secrétaire de séance.

Article 24 : Le Conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs sauf dans les matières suivantes :

- . examen et adoption des programmes et rapports d'activités ;
- . examen et approbation du projet de budget, des conditions d'émission des emprunts et des comptes administratifs et de gestion ;
- . acquisitions, transferts et aliénations intéressant le patrimoine immobilier de l'établissement.

Article 25: Il est formellement interdit au Conseil d'Administration de l'INFTS d'autoriser la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans le capital de sociétés créées ou en création.

Article 26 : Le Conseil d'administration est responsable devant le Conseil des Ministres.  
Ses membres peuvent être révoqués pour juste motif notamment pour :

- . absences répétées et non justifiées aux réunions du Conseil d'administration ;
- . non tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- . adoption de documents faux, inexacts ou falsifiés ;
- . adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour l'établissement ou contraires aux missions de celui-ci.

Article 27 : La révocation des administrateurs est prononcée par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition d'un des Ministres de tutelle.

Article 28 : Les membres du Conseil d'administration de l'INFTS sont rémunérés par des indemnités de fonction.  
Le montant de ces indemnités est fixé par l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat consacrée aux établissements publics de l'Etat.

Article 29 : Outre l'indemnité de fonction qu'il perçoit en sa qualité d'administrateur, le Président du Conseil d'administration bénéficie d'une indemnité forfaitaire mensuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat consacrée aux établissements publics de l'Etat.

Sous section 3 : Des attributions du Président du Conseil d'Administration

Article 30 : Le Président du Conseil d'Administration est nommé par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle technique pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une seule fois.

Article 31 : Le Président du Conseil d'Administration a l'obligation d'effectuer semestriellement un séjour d'une semaine au plus dans l'établissement. Les frais de missions sont pris en charge selon les dispositions internes propres à l'INFTS.

Article 32 : Outre les obligations prévues aux articles 10 et 11 ci-dessus, le Président du Conseil d'Administration est tenu au terme de son séjour d'adresser, dans les 15 jours francs, un rapport aux Ministres de tutelle.

Article 33 : Ce rapport doit comporter, entre autres, les informations suivantes :

1. Situation financière
  - . l'état d'exécution des prévisions des recettes et des dépenses;
  - . la situation de trésorerie ;
  - . l'état du patrimoine ;
2. Situation technique
  - . l'état d'exécution du programme d'activités ;
  - . l'état d'exécution du projet d'établissement ;
3. Les difficultés rencontrées par l'établissement, notamment:
  - . les difficultés financières ;
  - . les problèmes de recouvrement des créances ;
4. Un aperçu sur la gestion du personnel et les éventuels conflits sociaux ;
5. Les propositions de solutions aux problèmes évoqués et les perspectives.

En cas de besoin, il peut être requis pour produire des rapports circonstanciés sur la gestion de l'établissement.

Article 34 : Le Président du Conseil d'Administration de l'Institut National de Formation en Travail Social veille à la régularité et à la moralité de la gestion de son établissement. A ce titre, il s'assure notamment :

- . de la tenue régulière des conseils d'administration dans les normes réglementaires requises ;
- . de la validité des mandats des administrateurs ;
- . de la transmission à la Cour des Comptes dans les délais, des comptes administratifs et de gestion de l'exercice écoulé ;

Article 35 : Dans l'exercice de ses fonctions, le Président du Conseil d'Administration s'adresse directement aux Ministres de tutelle intéressés.

Article 36 : Le Président du Conseil d'Administration peut inviter aux réunions du conseil, toute personne physique ou morale dont l'avis est susceptible d'éclairer les débats.

Article 37 : Le Président du Conseil d'Administration est démis de ses fonctions et dessaisi de son mandat d'administrateur en cas de non tenue des sessions ordinaires de l'année à moins qu'il n'établisse la preuve de sa diligence.

## SECTION II. – DES CONSEILS D'ETABLISSEMENT

Article 38 : Les conseils d'établissement sont composés de :  
le conseil pédagogique ;  
le conseil de discipline.

### Sous section 1 : Du Conseil pédagogique

Article 39 : Le conseil pédagogique se compose :

- . du Directeur Général (Président) ;
- . du Directeur des Etudes et des Stages (Rapporteur) ;
- . du Directeur de la Formation Continue et du Perfectionnement ;
- . des professeurs permanents ou chargés des travaux dirigés (Membres) ;
- . des Directeurs des Ecoles (Membres).

Peut également assister au Conseil pédagogique toute personne dont la présence est jugée utile par le conseil.

Article 40 : Le Conseil Pédagogique statue sur les programmes et l'organisation des enseignements ou de toutes autres questions pédagogiques à lui soumises. Il se réunit sur convocation de son Président au moins deux fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent.

### Sous section 2 : Du conseil de discipline

Article 41 : Le Conseil de discipline se compose :

- . du Directeur Général (président) ;
- . du Directeur des Etudes et des Stages (rapporteur) ;
- . du Directeur de la Formation Continue et du Perfectionnement (membre) ;
- . des Directeurs des Ecoles (membres) ;

- . de deux représentants des enseignants (membres) ;
- . de deux représentants des élèves (membres) ;
- . du Directeur de l'Administration et des Finances (membre).

Peut également assister au conseil de discipline toute personne dont la présence est jugée utile par le conseil.

Article 42 : La comparution d'un élève devant le Conseil de discipline est décidée par le Directeur Général de l'institut. Le Conseil de discipline se réunit sur convocation de son président. Le Conseil de discipline ne peut délibérer qu'en présence de la majorité des membres.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil se réunit dans les huit (8) jours qui suivent et délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Le conseil de discipline procède au vote à bulletin secret et ses décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix celle du président est prépondérante.

Article 43 : L'élève traduit devant le Conseil de discipline reçoit, huit jours au moins avant la date fixée pour sa comparution, son dossier tel qu'il doit être examiné par le conseil et émarge toutes les pièces.

Le Conseil de discipline réuni, prend connaissance du dossier de l'élève et en présence de ce dernier, entend lecture du rapport sur les faits qui motivent sa comparution.

L'élève présente sa défense, et peut se faire assister par un autre élève du même cycle ou un professeur de son choix non membre du conseil.

Le conseil entend les témoignages à charge ou à décharge qu'il juge utiles.

Après audition de l'élève, de son défenseur et des témoignages, le conseil délibère à huis clos.

Article 44 : Le Conseil de discipline propose suivant la gravité des faits, l'une des sanctions suivantes :

- . l'avertissement ;
- . le blâme ;
- . l'exclusion temporaire de l'Etablissement pour cinq jours .francs ou plus ;
- . l'exclusion définitive.

L'avertissement, le blâme et l'exclusion temporaire sont prononcés par le Directeur Général de l'INFTS et l'exclusion définitive par le Ministre de tutelle technique.

### SECTION III – DE LA DIRECTION GENERALE

Article 45 : La Direction Générale de l'Institut National de Formation en Travail Social (INFTS) est dirigé par un Directeur Général nommé par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle technique.

Article 46 : Le Directeur Général représente l'INFTS dans les actes de la vie civile. Il est autorisé par le Conseil d'Administration à ester en justice au nom de l'établissement. Il accepte les dons et les legs après accord du Conseil d'administration.

IL est assisté par ses plus proches collaborateurs lors des conseils d'administration.

Article 47 : Le Directeur Général détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil d'Administration :



- il est ordonnateur du budget de l'Institut ;
- il assume en dernier ressort, la responsabilité de la Direction technique, administrative et financière de l'Institut , qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et des usagers ;
- il prépare les délibérations du Conseil d'Administration et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et, dans la limite de ses attributions, toutes décisions ;
- il signe les actes concernant l'établissement. Toutefois, il peut donner à cet effet toutes délégations nécessaires sous sa propre responsabilité ;
- il fixe dans le cadre des tarifs généraux de cession de biens et services produits par l'INFTS les conditions particulières à consentir à chaque catégorie de clientèle notamment les remises, et abattements éventuels ;
- il nomme et révoque le personnel contractuel qu'il gère conformément à la réglementation en vigueur ;
- il prend, dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions normales, toutes mesures conservatoires nécessaires, à charge pour lui d'en rendre compte au Président du Conseil d'Administration dans les plus brefs délais ;
- il propose l'organigramme de l'Institut qu'il soumet au Conseil d'Administration ;
- il rend compte de tous ses actes au Conseil d'Administration.

Article 48 : Le Directeur Général peut par écrit et sous sa responsabilité requérir l'agent comptable de payer lorsque celui-ci a suspendu le paiement des dépenses, à charge pour lui de rendre compte au Ministre de tutelle technique dans un délais de 7 jours.

Article 49 : En tant qu'ordonnateur principal, le Directeur Général peut déléguer sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs. Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée à l'agent comptable.

Article 50 : Les structures composant la Direction Générale sont :

- la Direction des Etudes et des Stages ;
- la Direction de la Formation Continue et du Perfectionnement ;
- les Directions des Ecoles ;
- la Direction de l'Administration et des Finances ;
- l'Agence Comptable ;
- le contrôle financier.

Sous section 1 – De la Direction des Etudes et des Stages

Article 51 : Le Directeur des Etudes et des Stages (D.E.S.) est nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Action Sociale sur proposition du Directeur Général. Il est mis fin à ses fonctions par arrêté du Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale.

Article 52 : Le Directeur des Etudes et des Stages est le coordonnateur des activités académiques de l'Institut.

A ce titre, il est chargé :

- . de la coordination et du suivi de l'exécution des programmes de formation ;
- . de l'organisation des stages et séminaires ;
- . du suivi des élèves en position de stage ;
- . de l'application de la réglementation relative aux contrôles des connaissances et au passage des élèves en classe supérieure ;
- . de l'organisation et la gestion de la bibliothèque et de la documentation de l'Institut ;

. de l'appui aux élèves dans leurs recherches en vue de la rédaction de leurs rapports ou mémoires de fin de cycle.

#### Sous section 2 - De la Direction de la Formation Continue et du Perfectionnement

Article 53 : Le Directeur de la Formation Continue et du Perfectionnement est nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Action Sociale sur proposition du Directeur Général. Il est mis fin à ses fonctions par arrêté du Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale.

Article 54 : Le Directeur de la Formation Continue et du Perfectionnement est le Coordonnateur des actions de perfectionnement et de recyclage des travailleurs sociaux. A ce titre, il est chargé de :

- l'organisation de réflexions sur des concepts, théories, phénomènes, fléaux et catastrophes sociaux ;
- l'organisation des sessions de formations thématiques à partir d'analyse de besoin de formation ;
- l'organisation de sessions de recherche-action sur des problématiques du développement social en lien avec la formation et les méthodologies d'intervention en travail social ;
- la réalisation de la recherche appliquée à la formation pour l'amélioration des interventions en travail social.
- la collecte, le traitement et la diffusion de données et documents en matière de formation sur le travail social.

#### Sous section 3 : Des Directions des Ecoles

Article 55. : Les Ecoles de l'Institut National de Formation en Travail Social sont :

- . l'école des adjoints et éducateurs sociaux ;
- . l'école des moniteurs et éducateurs de jeunes enfants ;
- . l'école des moniteurs et éducateurs spécialisés ;
- . l'école des cadres supérieurs en travail social.

D'autres écoles pourraient être créées en cas de besoin.

Article 56 : Les écoles sont dirigées par des Directeurs nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Action Sociale sur proposition du Directeur Général.  
Il est mis fin à leurs fonctions par arrêté du Ministre chargé de l'Action Sociale.

Article 57 : Les Directeurs des écoles sont placés sous l'autorité du Directeur Général. Ils sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'organisation, du suivi, de l'exécution et de l'évaluation des activités pédagogiques et administratives dans leurs structures ainsi que le contrôle des travaux des enseignants.

Article 58: L'organisation et le fonctionnement des écoles sont fixés par arrêté du Ministre de tutelle technique sur proposition du Directeur Général de l'Institut.

#### Sous section 4 – De la Direction de l'Administration et des Finances

Article 59 : Le Directeur de l'Administration et des Finances est nommé par décret pris en Conseil de Ministres sur proposition des Ministres de la tutelle technique et financière. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Article 60 : Le Directeur de l'Administration et des Finances assiste le Directeur Général dans ses missions d'Ordonnateur et d'Administrateur de crédits.

#### Sous section 5 – De l'Agence comptable de l'INFTS

##### 1°) Dispositions générales

Article 61 : La comptabilité de l'Institut National de Formation en Travail Social (I.N.F.T.S.) est tenue sous la responsabilité d'un comptable public dénommé Agent Comptable, ayant rang de directeur, dans les formes prescrites par l'instruction comptable des établissements publics de l'Etat à caractère administratif prise par arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 62 : L'Agent Comptable est nommé par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des finances.

Article 63 : Avant d'entrer en fonction, l'Agent Comptable est tenu de prêter serment devant le tribunal de grande instance et de constituer des garanties.

Le montant des garanties et les conditions de leur constitution sont fixés par arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 64 : Il est formellement interdit au Directeur Général de l'INFTS de s'immiscer dans le maniement des deniers publics sous peine d'être déclaré comptable de fait.

Tout comptable de fait est soumis aux mêmes obligations et assume les mêmes responsabilités qu'un comptable public, sans préjudice des sanctions administratives ou pénales qu'il peut encourir.

Il est fait obligation au Directeur Général de tenir une comptabilité administrative soit par ses soins propres, soit par l'intermédiaire d'un service ou d'un agent spécialement délégué à cette tâche.

Article 65 : L'Agent Comptable assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Article 66 : Dans le cadre des obligations qui lui incombent, l'Agent Comptable est tenu notamment :

- . de faire diligence pour assurer la rentrée de toutes les ressources de l'établissement ;
- . d'avertir l'ordonnateur de l'expiration des baux ;
- . d'empêcher les prescriptions ;
- . d'aviser l'ordonnateur d'avoir à requérir l'inscription hypothécaire des titres susceptibles d'être soumis à cette formalité.

##### 2°) Opérations de recettes

Article 67 : Sous réserve de l'application des dispositions législatives relatives au domaine de l'Etat, les recettes de l'INFTS sont liquidées par l'ordonnateur sur les bases fixées par les règlements, les délibérations du Conseil d'Administration régulièrement approuvées, les décisions de justice et les conventions.

Les conventions sont passées par l'ordonnateur sous réserve des autorisations prévues aux articles 69 et 70 ci-dessous.

Les situations de recouvrement établies trimestriellement par l'Agent Comptable sont transmises au Contrôleur financier pour prise en compte et à la Direction Générale du Trésor et la Comptabilité Publique pour suivi.

Article 68 : L'autorisation préalable du Conseil d'Administration est nécessaire en matière :

- . de baux et locations d'immeubles lorsque la durée du contrat excède trois ans ou lorsque le montant annuel dépasse le triple du montant maximum fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat ;
- . d'aliénation de biens immobiliers après évaluation par le service des domaines ;
- . de ventes d'objets lorsque leur valeur excède le triple du montant fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat ;
- d. 'acceptation ou de refus des dons et legs ;
- . d'émission des emprunts.

Article 69 : Outre l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, celle des autorités de tutelle, formulée par arrêté conjoint est nécessaire en matière :

- . d'acceptation ou de refus des dons et legs faits à l'établissement avec charge, conditions ou affectation immobilière ;
- . d'acceptation des dons et legs donnant lieu à réclamation des familles. Dans ce cas, l'arrêté d'acceptation doit également être contresigné par le Ministre de la Justice ;
- . d'émission des emprunts.

Article 70 : Pour toute émission d'emprunt, les établissements publics de l'Etat à caractère administratif doivent se conformer aux dispositions des articles 35 et 9 du décret n° 986221/PRES/MEF du 19 juin 1998, portant fixation des procédures d'endettement de l'Etat et de ses démembrements.

Article 71 : Les produits attribués à l'établissement avec une destination déterminée, les subventions des organismes publics ou privés, les dons et legs doivent conserver leur affectation.

Article 72 : Dans les conditions prévues par l'article 105 du décret n° 69-197/PRES/MFC du 19 septembre 1969, les ordres de recettes sont établis par l'ordonnateur et remis, accompagnés des pièces justificatives à l'agent comptable qui les prend en charge, soit au titre des opérations budgétaires, soit au titre des opérations hors budget et les notifie aux redevables.

Article 73 : Les créances de l'établissement qui n'ont pu être recouvrées à l'amiable font l'objet d'états rendus exécutoires par l'ordonnateur.

L'agent Comptable procède aux poursuites.

Le recouvrement est poursuivi jusqu'à opposition devant la juridiction compétente.

3°) Opérations de dépenses



Article 74 : Toutes les dépenses de l'établissement doivent faire l'objet d'un engagement préalable auprès du Contrôleur Financier de l'établissement concerné. Tous les actes réglementaires, contrats, conventions, instructions et décisions de l'établissement et de nature à exercer des répercussions sur les finances de l'établissement doivent être obligatoirement visés par le Contrôleur Financier de l'établissement sous peine de nullité de leurs effets sur le plan budgétaire.

Article 75 : Sous réserve des pouvoirs dévolus au Conseil d'Administration, l'ordonnateur de l'établissement et ses délégués ont seuls qualité pour proposer l'engagement des dépenses de l'établissement.

Toutefois, l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et l'évaluation par le service des Domaines sont exigées en matière d'acquisitions immobilières. Il en est de même pour les locations de biens lorsque le loyer annuel excède le triple du montant maximum fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat.

Article 76 : Les engagements de dépenses sont limités soit au montant des crédits, soit au montant des autorisations de programmes inscrites au budget.

Les engagements et les liquidations sont soumis au visa du contrôleur financier.

Article 77 : Les ordres de dépenses établis par l'ordonnateur dans les conditions prévues par les articles 129 et 132 du décret n° 69 6 197/PRES/MFC du 19 septembre 1969, sont transmis, accompagnés des pièces justificatives, à l'Agent Comptable qui les prend en charge et procède à leur règlement.

Lorsque l'ordonnateur refuse d'émettre un ordre de dépense, le créancier peut exercer un recours devant le Président du Conseil d'Administration. Celui-ci commande, s'il y a lieu, le mandatement d'office dans la limite des crédits ouverts.

Article 78 : Toutes les dépenses doivent être liquidées et ordonnancées au cours de l'exercice auquel elles se rattachent. Toutefois, au début de chaque exercice, l'ordonnateur dispose d'une période dite « journée complémentaire » d'une durée de vingt jours pour émettre les ordres de dépenses correspondant aux services faits au cours de l'exercice précédent.

L'Agent Comptable dispose d'une « journée complémentaire » de fin de gestion d'une durée d'un mois.

Article 79: L'Agent Comptable peut payer sans ordonnancement préalable et sous réserve que les crédits soient disponibles au budget, certaines catégories de dépenses déterminées par arrêté du Ministère chargé des finances.

#### 4°) Opérations de trésorerie

Article 80 : Sauf dérogation accordée par le Ministre chargé des Finances, toutes les disponibilités de l'établissement sont déposées chez un Comptable direct du Trésor. Sauf décision contraire du Ministre chargé des Finances, les fonds déposés au Trésor ne sont pas productifs d'intérêts.

#### 5°) Justification des opérations

Article 81 : Tout mandat de paiement doit être appuyé des pièces justificatives exigées pour le

paiement des dépenses de l'Etat conformément à la nomenclature en vigueur. Toutefois, pour certaines opérations non prévues par la nomenclature générale, le Conseil d'Administration peut, sur proposition de l'ordonnateur, établir une nomenclature particulière soumise à l'approbation du Ministre chargé des Finances. En cas de perte, destruction ou vol des justifications remises à l'Agent Comptable, l'ordonnateur peut autoriser à pourvoir à leur remplacement.

#### 6°) Comptes administratif et de gestion

Article 82 : A la fin de chaque période d'exécution du budget, l'ordonnateur prépare le compte administratif et l'Agent Comptable le compte de gestion.

Article 83 : Le compte de gestion est contresigné par l'ordonnateur qui certifie que le montant des ordres de recettes et de dépenses est conforme à ses écritures. Il est également certifié par le Contrôleur Financier qui atteste les montants des dépenses conformes à ses écritures et ceux des recettes conformes aux situations de recouvrement reçues.

Article 84 : Les comptes administratif et de gestion sont soumis par l'ordonnateur au Conseil d'Administration dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, accompagnés d'un rapport contenant tous les développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement.

Le Conseil d'Administration s'assure de la concordance entre les comptes administratif et de gestion et procède à leur arrêt.

Article 85 : Le compte de gestion, examiné par le Conseil d'Administration est soumis au Ministre chargé des Finances pour mise en état d'examen et transmission à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice.

#### Sous section 6 - Du Contrôle de gestion

Article 86 : L'Institut National de Formation en Travail Social est soumis au contrôle des différents corps de contrôle de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Inspection Générale de l'Etat ;
- l'Inspection Générale des Finances ;
- les structures du contrôle du trésor public ;
- le corps de contrôle du département de la tutelle technique ;
- le contrôle financier.

Article 87 : L'INFTS dispose d'un Contrôleur Financier nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle financière. Il a rang de Directeur. Outre les attributions qui lui sont reconnus par les textes, le Contrôleur Financier joue un rôle de conseiller du Directeur Général.

Article 88 : Il est créé au sein de l' INFTS un service de contrôle interne chargé notamment :

- de comparer périodiquement les résultats avec les prévisions, d'interpréter les écarts et de faire prendre les mesures correctives nécessaires ;
- de contrôler le respect des procédures comptables et administratives et périodiquement, la caisse et les stocks ;
- de contrôler la régularité des programmes pédagogiques, l'organisation et le fonctionnement administratif et le respect des dispositions réglementaires.

## CHAPITRE IV. – DES CONDITIONS D'ADMISSION

Article 89 : L'Institut National de Formation en Travail Social (INFTS) dispose de trois (3) cycles de formation A, B et C dont l'accès est subordonné à la justification d'un des diplômes ci-après :

Cycle C : \* le BEPC ou équivalent

Cycle B : \* le BAC ou équivalent

\* le Diplôme d'Etat du cycle C, délivré par l'INFTS ou tout autre diplôme équivalent,

Cycle A : \* la licence en sciences sociales et humaines ou son équivalent

\* le Diplôme d'Etat du cycle B délivré par l'INFTS ou tout autre diplôme équivalent.

Les diplômes présentés à l'inscription doivent correspondre à la filière sollicitée.

Article 90 : Sous réserve du respect des dispositions de l'article 90 ci-dessus, sont admis à l'INFTS les candidats :

- issus des concours directs et professionnels de la Fonction Publique,

- provenant des organismes publics ou des collectivités locales, du secteur privé, des institutions internationales ou ONG et les particuliers.

Article 91 : Hormis les candidats issus des concours directs et professionnels organisés par la Fonction Publique, les autres candidats sont en outre soumis à un test d'entrée et astreints au paiement de frais de scolarité.

Article 92 : La formation initiale et continue en travail social s'organise autour de cours et séminaires obligatoires, de cours optionnels et de stages pratiques.

Article 93 : La durée de la formation pour les cycles B et C est de deux (2) ans.

La durée de la formation pour le cycle A est de trois (3) ans pour les candidats titulaires du diplôme d'emploi de la catégorie B échelle 1 ainsi que ceux de la 2ème catégorie échelle A et ceux titulaires de la licence universitaire et deux (2) ans pour ceux titulaires du diplôme d'emploi de la catégorie A échelle 3 et de la catégorie A échelle 2 ou de tout autre diplôme équivalent.

Article 94 : Chaque formation est sanctionnée par un Diplôme d'Etat avec la mention du domaine de spécialisation.

## CHAPITRE V. – DU PERSONNEL

Article 95 : Le personnel de l'Institut National de Formation en Travail Social comprend :

- les agents publics de l'Etat détachés auprès de l'Etablissement. Ceux-ci conservent, quel que soit leur cadre d'origine, leur qualité d'agents publics et l'intégralité des droits et prérogatives attachés à leur statut ;

- les agents contractuels recrutés dans les conditions prévues par la législation en vigueur ;

Article 96 : L'Institut National de Formation en Travail Social dispose d'enseignants permanents et vacataires recrutés au sein des administrations publiques, des universités et/ou entreprises privées sur la base de leurs compétences et expériences professionnelles.

Il est habilité à recevoir ou à mettre à disposition, des enseignants missionnaires.

## TITRE II. – DISPOSITIONS FINALES

Article 97 : Toutes les dispositions du statut général des EPE, non spécifiées dans les présents statuts demeurent d'application.

Article 98 : Le règlement intérieur et l'organigramme de l'Institut National de Formation en Travail Social préciseront chacun en ce qui le concerne les modalités de fonctionnement des différents organes et structures de l'Institut.